

le nouvel **Observateur** **étudiants**

nouvelobs.com/diplomes

SÉLECTION
SALAIRES
COÛT
PASSERELLES

**DU DIPLÔME
AU JOB**
S'ORIENTER MALIN

**LA VRAIE
COTE
DES
DIPLÔMES**
2011

BTS
DUT
LICENCES PRO
PARAMÉDICAL
JOURNALISME
ENSEIGNEMENT
MODE
CRÉATION
ARCHI
MASTERS DE LA FAC
GRANDES ÉCOLES
INGÉNIEUR
COMMERCE
DOCTORAT
MBA...

Couverture: Nicolas Nino - © Shutterstock / Piotr Mazurk

M 04274 - 16 H - F: 8,90 € - RD



MASTERS EN DROIT *Place aux spécialistes*

C'est un peu l'embouteillage. Chaque année, les bacheliers sont plus nombreux à opter pour une fac de droit, en se disant que cela les mènera forcément quelque part. Et les **effectifs en fac n'en finissent pas d'enfler**. Au total, on comptait 180 000 étudiants de bac +1 au doctorat à la rentrée 2009-2010. Victime de son succès, la filière produit plus de diplômés que le marché ne peut en absorber. Et certains débutants tombent de haut à la sortie. Car autant les difficultés d'emploi des littéraires et autres diplômés en sciences humaines sont bien connues, autant dans l'esprit de beaucoup « **faire son droit** » apparaît comme une **valeur sûre**. Or rien n'est moins certain. Selon l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) les juristes sont ceux qui décrochent le moins facilement un premier job de tous les bac +4 et au-delà. L'Insee est un peu plus positive. Dans une enquête qui suit le sort des diplômés entre 2003 et 2009, avec moins de dix d'expérience professionnelle, les titulaires de masters en droit affichent un **salairer très honorable** presque 2 000 euros net par mois, soit aussi bien que les diplômés en sciences mais un **taux de chômage relativement élevé** : 9 %.

En réalité, parmi les juristes, **d'une spécialité à l'autre, salaires de sortie et conditions d'emploi varient du tout au tout**. Derrière ces moyennes se cachent de grandes disparités. « *Les filières généralistes n'ont plus aucun sens aujourd'hui, sauf pour ceux qui souhaitent devenir magistrats* », prévient un enseignant. Un concours dont le taux de réussite ne dépasse guère les 5 %, tout comme celui de commissaire de police. Voilà qui est clair. Mais même dans le droit des affaires, toutes les spécialités ne font pas mouche. La crise n'ayant bien sûr rien arrangé.

Les affaires reprennent... doucement.

Après un grand coup de froid en 2009, les affaires reprennent peu à peu pour les jeunes diplômés, surtout dans les services juridiques des entreprises, mais bien sûr, pas pour tout le monde. « *Les meilleurs débouchés en ce moment sont le droit des sociétés car les activités de fusions acquisitions commencent à repartir dans les grands groupes ; et le droit social. Ce dernier est d'ailleurs le plus rémunérateur car les DRH ont de plus en plus tendance à déléguer la rédaction par exemple des contrats de travail et toutes les questions liées au quotidien des salariés, à des juristes* », indique ainsi Mélanie Homar, responsable de la division Juridique au cabinet Hays. Avec des salaires d'embauche assez

alléchants : ils s'échelonnent entre 28 et 32 000 €, « *et jusqu'à 35 000 € pour les masters les plus cotés comme Paris-II, Lyon-III* », indique-t-elle.

Ainsi Pauline Dentraygues, 25 ans, qui a abandonné ses rêves de magistrature pour se spécialiser dans le social n'a aucun regret, au contraire. « *J'ai découvert et adoré cette matière en L3, et j'ai tout de suite su que c'était ce que je voulais faire.* » Bien vu ! « *Le droit social est l'un des domaines les plus épargnés par la crise* », confirme Antoine Sappin, avocat associé et chargé du recrutement au Cabinet Capstan. Autre piste : le droit des affaires européennes et internationales. « *Un troisième cycle en droit international ou les cursus binationaux (en droit français et anglo-saxon notamment) sont les plus appropriés* », indique Mélanie Homar.

Gare aux créneaux trop étroits !

Si les cursus trop généralistes sont à éviter, il faut aussi être **prudent sur les créneaux ultras spécialisés**, de type droit à l'image ou droit de la propriété industrielle. Si des besoins existent, les universités créent souvent toutes des masters au même moment et saturent ces niches. « *Ils attirent beaucoup d'étudiants car ils touchent à des questions passionnantes, mais attention à la sortie, les postes restent une denrée rare, et ne représentent pas d'importants flux d'embauches* », prévient Antoine Sappin. Le **droit de la santé, de l'environnement, ou encore le droit fiscal international restent eux assez porteurs**, de même que le **droit notarial**. Avant de s'engager dans tel ou tel master, il faut donc mener sa petite enquête, d'autant que le marché évolue parfois assez vite.

Comment ? Un coup d'œil sur les sites d'emploi, de préférence spécialisés, permet assez vite de se faire son idée. On y voit clairement les attentes des recruteurs, les spécialités demandées. Une grande partie des emplois est concentrée sur l'Ile-de-France où la plupart des grandes entreprises ont leurs sièges sociaux, ensuite, d'une région à l'autre les besoins peuvent se révéler assez différents.

Certaines universités ont su se faire un nom qui sonne bien aux oreilles des recruteurs. Paris-II, dite Assas, reste la super star des facs de droit, mais d'autres jouissent aussi d'une excellente réputation, notamment Nancy, Tours-Poitiers, ou encore Montpellier ou Nantes.

Les plus fûtés opteront pour une double compétence... « *Désormais, les recruteurs privilégient des*

€ Salaire

24 000 €

c'est le salaire annuel moyen des juristes selon la dernière enquête de l'Apec auprès des jeunes bac +5 en 2009. Une moyenne qui cache de grandes disparités.

BAC+6/+8

BAC+5

BAC+2/+3 BAC+3/+4

Témoignage

« Si j'étais avocat, je gagnerais probablement deux fois moins... »

Julien Lepoutre, master en droit de la protection sociale à Montpellier. Pour décrocher son job, Julien n'a pas eu besoin d'envoyer une seule lettre de candidature. Sa botte secrète ? Un diplôme prestigieux, et totalement en phase avec les besoins du marché : le master en droit de la protection sociale de la faculté de Montpellier. « *Je n'ai pas choisi ce master au hasard. Je savais qu'il était coté auprès des recruteurs et surtout très porteur, raconte-t-il. Je n'ai pas eu tort. Les cours étaient très pragmatiques, loin des seuls concepts juridiques. Les professionnels sont très présents et le réseau d'anciens est efficace. C'est d'ailleurs grâce à cela que j'ai trouvé mon stage à la DRH d'Aréva.* » Julien met ses compétences au service de l'entreprise et en juillet, à la fin de son stage, on lui propose de rester dans la maison. « *Je n'ai pas hésité une seconde ! Dans ce poste, je suis acteur, pas conseil, je participe à la prise de décision, et le salaire me convient. Il faudrait être difficile : je touche entre 40 000 et 42 000 € par an, avec les primes de participation et d'intéressement. Si j'étais avocat, je gagnerais probablement deux fois moins... C'est sans regret !* »

doubles, voire des triples compétences : juridiques, managériales et linguistiques. Ils raffolent des doubles casquettes droit-écoles de commerce, ou droit-sciences politiques et surtout ils exigent des juristes totalement bilingues », confirme Anne Laure Paulet, la secrétaire générale de l'Association française des juristes d'entreprise (AFJE). Enfin, il est inconcevable d'envisager aujourd'hui une carrière juridique sans **maîtriser au moins parfaitement l'anglais.**

Pour ceux qui aspirent à porter la robe d'avocat, en revanche, le contexte est bien plus morose. A l'école de formation du barreau de Paris, qui forme la moitié des avocats de France, sur les 1 400 élèves de la dernière promo en recherche de stage, une cinquantaine ont eu un mal fou à se caser... Du jamais vu chez les avocats ! D'autant que ces stages ne garantissent pas toujours un emploi à la sortie, « *le marché est difficile pour les nouveaux collaborateurs, car les cabinets d'affaires ne sont pas aujourd'hui dans des dynamiques de recrutement, compte tenu du*

contexte de crise des opérations de fusions acquisitions qu'ils viennent de traverser », reconnaît-on à l'EFB. Ceux qui en ont les moyens n'hésitent pas à compléter leur parcours par un Master of Law (LLM) à l'étranger. Pour attendre des jours meilleurs.

Quelques diplômés stars

Les masters les plus réputés sont systématiquement associés aux professeurs qui les dirigent. Par exemple, les étudiants connaissent le master de Bernard Teyssier à Paris-II, ou encore celui de Philippe Coursel à Montpellier... Pour ne citer qu'eux. Dans ces filières, les directeurs prennent la peine de mettre en place des partenariats de longue durée avec des cabinets et de grands groupes. A la sortie, ce solide réseau facilite la recherche de stage et l'entrée dans la vie active des diplômés.

A l'université de Tours par exemple, Jean-François César, le directeur du master Juriste d'entreprise, spécialité commerce et finance, a adopté cette technique dès la création. « *Ma dernière promo était parrainée par Sanofi Aventis, par ailleurs nous travaillons régulièrement avec Bouygues, Aréva ou encore Accord et AG2R. Grâce à cette politique, chez nous 6 étudiants sur 10 sont embauchés suite à leur stage »,* raconte-t-il.

Autre piste, **les diplômés de juristes conseils d'entreprises** (DJCE) dont la cote est au zénith. Ils sont proposés dans les facs de Bordeaux, Caen, Cergy Pontoise, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris, Poitiers, Rennes, Strasbourg et Toulouse ; et fonctionnent comme une école en réseau à l'université. Evidemment, à l'entrée, c'est la bousculade ! Près de 1 500 étudiants postulent chaque année sur tout le territoire pour 330 places ; et à la sortie, les recrutements sont au rendez-vous, Pierre-Jean Gaudel, le directeur de ce diplôme à Nancy, l'assure : « *Crise ou pas, la totalité de nos étudiants a été embauchée cette année à l'issue de leur stage. Notre filière est clairement identifiée comme une marque par les recruteurs, cela explique son succès »,* estime-t-il. Dans ce réseau en effet, l'enseignement est assuré à 80 % par des professionnels.

MASTER MIAGE Le jackpot

Quarante ans, et toujours la forme olympique ! Les masters Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises, plus connus sous leur acronyme Miage, viennent de souffler leurs 40 bougies. Le bel âge... Et crise ou pas, ils ont toujours **la cote d'amour auprès des entreprises de tous bords.** Pour s'en

convaincre, il suffit d'aller faire un petit tour sur les quelques sites de recrutement destinés aux jeunes diplômés. On y ramasse à la pelle des offres de ce style : « Recherche miagistes ou... diplômés d'école d'ingénieurs » car aux yeux des employeurs ces masters universitaires **rivalisent sans complexe avec les diplômés de « grande école ».**